clio a suscité de vives inquiétudes. L'intervention de pilotes maritimes a-t-elle été nécessaire ?

En l'occurrence, un pilote de Corse-du-Sud a embarqué sur le navire pour son déséchouement en travaillant en étroite collaboration avec les services de l'Etat, et les services hydrographie de la Marine qui ont réalisé un relevé bathymétrique précis du lieu où le navire s'est échoué de manière à le sortir dans les meilleures conditions avec les remorqueurs. Pour la sortie, Alain Tafani était ainsi à bord pour guider le remorqueur au plus précis. Fort heureusement, cette opération a été un succès et cet échouement n'a pas provoqué de pollution.

Mais il s'agit d'un nouvel avertissement qui doit faire prendre conscience des risques encourus dans cette zone.

Justement, les Bouches de Bonifacio demeurent un secteur particulièrement sensible d'un point de vue environnemental...

Notre volonté à tous est d'empêcher tout risque de pollution dans les Bouches de Bonifacio. Mais cette zone étant un détroit international, on ne peut pas imposer, ou du moins, nous n'avons pas pu imposer à ce jour, à l'Organisation maritime internationale, que le pilotage soit rendu obligatoire. Même s'il est vrai qu'un pilotage recommandé a été mis en place par l'OMI, il est assuré par les pilotes de Corse-du-Sud et ceux de Sardaigne. Cependant, la volonté de la fédération française, et même internationale, est

de travailler avec les services de l'Etat, la Collectivité de Corse, les stations de pilotages corses et sardes, afin de mettre en œuvre un pilotage obligatoire dans les Bouches.

En quelques années, vous êtes devenu l'un des principaux représentants, en France et à l'étranger, des pilotes maritimes. Quel est votre rôle ?

La Fédération française des pilotes maritimes est un syndicat professionnel qui regroupe et représente les 335 pilotes de France et d'Outre-Mer répartis au sein de 30 stations assurant la sécurité de la navigation, de l'environnement et des installations portuaires, ainsi

que la fluidité des mouvements des navires dans une cinquantaine de

"Dans les Bouches, il faut mettre en œuvre un pilotage obligatoire"

ports avec environ 100 000 manœuvres annuelles.

Notre rôle, au sein de la fédération française comme internationale, consiste à développer des échanges d'informations, de bonnes pratiques et de mise en place de formations pour les pilotes. Pour la fédération à Paris, c'est avant tout d'être l'interlocuteur "privilégié" avec le gouvernement et l'administration en ce qui concerne le pilotage maritime. Notre équipe à la fédération à Paris a également un rôle de soutien au niveau social et juridique pour de nombreuses stations de pilotage, notamment celles de petite taille. Nous travaillons aussi beaucoup avec d'autres partenaires comme les armateurs de France. D'ailleurs, nous sommes nous-mêmes arma-

Senior vice-président de la Fédération mondiale des pilotes maritimes, membre du Conseil supérieur de la marine marchande, du Conseil supérieur des gens de mer et du Conseil d'administration de l'ENSM.

teurs et je siège au comité exécutif des armateurs de France. Nous sommes aussi membres du cluster maritime français, une association qui regroupe environ 400 entreprises qui travaillent au développement du secteur maritime en France. Le lien avec l'administration est primordial car tous les textes liés au secteur maritime passent par des instances consultatives dont nous faisons partie. Notamment le conseil supérieur de la marine marchande, où nous avons notre avis à donner pour tous les textes qui viennent orienter la vie maritime. A l'échelle internationale, nous abordons essentiellement les questions de sécurité maritime. Mais je pourrais aussi évoquer le travail effectué auprès de la Commission européenne, quand j'étais vice-président de l'EMPA, l'association européenne entre 2012 et 2017, lors de l'adoption du règlement portuaire, qui organisait l'exercice des services portuaires et la transparence financière des ports. Un travail important a été réalisé à l'époque par notre association européenne, aidée notamment par les fédérations nationales française, italienne, allemande et néerlandaise, qui a permis que le pilotage maritime soit renforcé dans sa contribution à la sécurité portuaire au niveau européen grâce à notre action.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT CASASOPRANA